

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 3 août 1998 à 21 h

Convocation du 28 juillet 1998

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux,

Ordre du jour

- Foyer de vie Midi Soleil / projet de restructuration
- Lotissement d'artisans : choix d'un site et protocole d'accord avec les artisans
- Station d'épuration des Guérins : mise en sécurité station et réseau
- Mise en conformité des captages
- Employés communaux
- Questions diverses

Le maire annonce l'ouverture de la 35ème séance de conseil municipal de la mandature et remercie les conseillers présents et le public.

Puis il fait part aux conseillers de dégradations constatées au cimetière qui ont fait l'objet d'un communiqué à la population et ont été signalées à la gendarmerie.

Ces inscriptions n'ont aucune signification religieuse, raciste ou xénophobe et sont sans doute le fait de "jeux d'enfants", mais méritaient qu'on le remarque par égard au caractère sensible du lieu.

Il rappelle enfin, avant d'aborder l'ordre du jour, que toutes les décisions prises en conseil municipal, sont débattues en séance, il demande aux conseillers municipaux de rester solidaires du maire lors de l'application de ces décisions.

Foyer Midi Soleil :

Le maire présente l'avant projet sommaire de la restructuration du bâtiment, ce document est validé par les services de la DDASS et du Conseil Général.

Il projette la construction de deux pavillons supplémentaires devant le bâtiment existant où vivront les 42 résidents ; le bâtiment actuel devant regrouper le lieu administratif, médical et communautaire.

Le projet est évalué entre 10 et 11MFR. et les premiers travaux pourraient débuter au printemps

99. L'acquisition du terrain se fera auprès de la CCI tant pour les futures constructions que pour un terrain à l'arrière du bâtiment existant, destiné aux loisirs des résidents. Le document est à disposition de tous en mairie.

Le rôle de la commune consiste en la modification du POS et du règlement de la zone.

S. Sabatier interroge le maire sur la stabilité du terrain, une étude géologique sera effectuée.

A.Borel indique qu'il s'agit d'un dossier à suivre de près, la surface des constructions n'apparaît pas sur le document et il ne donne aucune idée du volume et de l'impact environnemental.

J-M Cornil pose la question du déplacement des résidents pendant les travaux, le maire répond que les travaux se feront par tranches successives et les résidents seront déplacés le moins possible.

S. Duc interroge sur la question du cautionnement, le maire précise qu'il a répondu par l'envoi d'un dossier financier, ce jour même, à la Caisse de dépôts et consignations pour leur signifier de nouveau le refus de la commune de se porter garantie à hauteur de 5%.

Lotissement d'artisans :

Le maire rappelle l'historique du projet et demande aux conseillers de se prononcer sur le choix d'un site, il a pris contact avec les artisans pour cerner le meilleur choix de terrain, puis avec le notaire pour l'élaboration d'un protocole d'accord avec les artisans.

Ce protocole définira les positions de chacun avec versement de provisions pour l'achat des terrains et la viabilisation.

Les parcelles proposées sont :

- Propriété Para Robert au Villard
- Propriété Baille les Murets
- Propriété Robert Michel aux Vincents

Les artisans souhaitent s'installer près du village et apprécient particulièrement l'emplacement de la parcelle Robert, son accès et son absence de déclivité.

S. Sabatier ouvre le débat en évoquant la possibilité d'installer le lotissement ailleurs sur la propriété de M. Robert, ce qui lui éviterait, à lui agriculteur, bien des désagréments. En effet, il craint de ne pouvoir implanter de nouveaux bâtiments agricoles dans cette zone (notamment une étable supplémentaire), la réglementation imposant une distance de 100 m par rapport aux habitations de tiers.

A. Borel pense que le choix pourrait se porter sur des zones constructibles déjà existantes ; C. Paul répond que le prix ne serait pas le même et comment obliger les propriétaires à vendre, quel pouvoir a la commune sur la propriété d'autrui ? le classement et le déclassement, mais il est impossible d'enclaver un terrain dans une zone, il est souhaitable d'agrandir les agglomérations (ce qui correspond à l'objectif du POS) et éviter le mitage.

S. Duc demande quelles seraient les possibilités sur la propriété de M. Robert ? A. Borel rappelle les prescriptions de M.Chamoux (DDE) à savoir que l'on doit retenir l'idée d'agglomération et ne pas créer de nouvelles zones.

S. Sabatier précise que les artisans ont proposé 25 fr. le m² à M. Para lors d'une première consultation et que le maire, au nom de la commune, ne lui en a proposé que 15 fr. Le maire répond qu'il ne pouvait offrir plus qu'à M.Mme Baille.

R.Favier pense que l'on aurait du laisser les artisans transiger directement avec M. Para et ne pas s'en mêler.

S. Duc précise que l'on doit faire le meilleur choix, non pas par rapport au prix, mais en tenant compte du choix des artisans, de l'impact sur l'environnement et des observations des riverains.

Concernant la parcelle Robert, A. Borel estime que l'on doit tenir compte des observations de S. Sabatier qui était en négociation avec M. Robert pour l'achat de sa propriété, J. Michalinoff précise que la négociation n'a pas aboutie et que le propriétaire reste maître de son terrain ; S. Sabatier fait remarquer que son statut de locataire lui donne priorité et qu'on ne peut lui imposer un lotissement.

Le maire propose que la commission urbanisme et environnement se réunisse prochainement pour étudier toutes les possibilités de choix de la parcelle la mieux placée avec le moins de contraintes possibles. (jeudi 6 août à 21 h).

Station d'épuration des Guérins et divers AEP:

Station d'épuration des Guérins :

Le rapport du technicien l'ARPE (agence régionale pour l'environnement) fait apparaître quelques désordres concernant la mise en sécurité de la station d'épuration, divers travaux sont nécessaires : installation d'une clôture, de tampons sur les regards (en fonte ou béton) et suppression des eaux parasites dans certains regards.

La mise aux normes du périmètre de protection nécessitera l'acquisition de terrain auprès de la CCI. (Un projet sera établi par la CCTB.)

Mise en sécurité des captages de sources:

La CCTB envisage d'intervenir pour constituer les dossiers d'étude des périmètres de protection des sources des différentes communes de la CCTB, elle assurera la maîtrise d'ouvrage pour la constitution des dossiers administratifs.

Création d'un réservoir d'eau :

Compte tenu du développement du quartier côté Ouest de la commune (les Oriols, Les Coqs, Prachard), le maire souhaite confier à la CCTB l'étude pour la création d'un réservoir d'eau supplémentaire .

les subventions allouées sont de 70% sur les réservoirs et de 80% sur les réseaux.

Le maire demande aux conseillers municipaux leur accord pour confier ces différentes études à la CCTB :

Vote : oui / 11

Questions diverses :

**** Cantine et garderie :***

La commission réunie pour aborder ce sujet a élaboré un document reprenant les modalités de fonctionnement de la garderie et de la cantine, celui-ci est soumis aux conseillers qui l'approuvent ; ce document sera envoyé aux parents d'élèves pour information.

La première permanence de la Régie tenue par Mme Galmiche aura lieu le 2 septembre .

Projet agro-touristique évolutif.

Lecture du courrier d'un particulier aux fins de recherche d'une propriété sur la commune pour création d'un projet agro-touristique évolutif.

Fonds de péréquation :

(65 000 fr. tous les deux ans, alloué par le Département), il pourrait être affecté à la zone des Murets pour divers aménagements. R. Favier suggère qu'on l'affecte plutôt à l'aménagement de la place, S. Duc pense qu'en effet, le jardin public devra être réalisé. La délibération sera prise en ce sens, aménagement d'espaces publics.

Eclairage public :

Les copropriétaires du bâtiment "le Provence" aux Guérins souhaitent que deux lampadaires soient installés devant le bâtiment et à l'entrée du chemin du foyer "midi soleil". L'éclairage public est à la charge de la commune, coût prévisionnel : 3 400 fr. H.T..(proposition ETEC)
Les lanternes seront récupérées sur les poteaux des Courtès. S. Duc souligne que trop de lumières parasites nuit également à l'environnement.

Le conseil municipal est-il favorable à l'implantation de deux lanternes au quartier des Guérins

oui : 11, adopté

** Croix de Philogène :*

Elle a été réalisée bénévolement par G. Galmiche et le coq par un artisan du Var très attaché à la commune de Sigoyer ; elle sera inaugurée officiellement le 23 août après la messe.

** Etat d'avancement des travaux du bâtiment mairie Poste :*

S. Duc indique que le bâtiment est hors d'eau et bientôt hors d'air, le chantier est ralenti jusqu'au 24 août pour cause de congés. Un retard de trois semaines est actuellement constaté.

Employés communaux :

Le maire demande aux conseillers municipaux l'autorisation d'aborder ce sujet à huis-clos, adopté à la majorité.

le maire remercie les personnes présentes et leur demande de quitter la salle.

L'appel à candidatures dans les différents commerces de Sigoyer a donné 5 propositions, parmi toutes ces demandes, un seul permet de nous faire bénéficier du contrat CES, il s'agit de Bruno Habert domicilié au lotissement de Picenton ; l'avantage est de pouvoir l'associer au travail de JF Tourrés qui pourra le former, notamment pour le fonctionnement de la station de ski.

Ce jeune s'occupera du fonctionnement de la cantine (2 H / jour), de divers travaux d'entretien ainsi que de la station de ski pendant la saison hivernale.

Le contrat porte sur 20 H /semaine, un mois à l'essai, pour une année, renouvelable pendant 5 années ; les charges patronales sont prises en charge à 90 % la première année.

le maire demande aux conseillers municipaux de se prononcer sur l'embauche de M. Bruno Habert

vote : oui :11, accepté à l'unanimité.

Le maire lève la séance à 23 h 45 et nous invite à partager verre de l'amitié et gâteaux offerts par M. et Mme Cornil.

Délibérations du CM :

- Recrutement d'un salarié
- Fonds de péréquation

Lu et approuvé, les conseillers municipaux